

Droits de l'homme: A. Mukhtarli en Azerbaïdjan, la peine de mort au Pakistan, les minorités en Indonésie

- Les autorités azerbaïdjanaises devraient libérer des journalistes
- La peine de mort devrait être abolie au Pakistan
- L'Indonésie doit protéger les personnes LGBTI et les autres minorités

Les députés appellent à la libération d'Afgan Mukhtarli en Azerbaïdjan, à l'abolition de la peine de mort au Pakistan et à la protection des minorités en Indonésie.

Azerbaïdjan: les députés demandent la libération des prisonniers politiques

Le Parlement européen appelle les autorités azerbaïdjanaises à libérer immédiatement et à abandonner toutes les charges pesant contre Afgan Mukhtarli, un journaliste d'investigation exilé en Géorgie, d'où il a été enlevé le 29 mai avant d'être emmené en Azerbaïdjan. Il est maintenant confronté à des poursuites et à une possible peine d'emprisonnement de plusieurs années "suite à des accusations fausses", estiment les députés.

Les autorités azerbaïdjanaises devraient mettre fin aux poursuites pénales sélectives et à l'emprisonnement de journalistes et de défenseurs des droits de l'homme, libérer immédiatement tous les prisonniers politiques et assurer le respect des normes d'équité, insistent les députés dans une résolution adoptée jeudi.

Le Parlement demande également aux autorités géorgiennes de mener une enquête approfondie sur la disparition de M. Mukhtarli et de lever, "au-delà du moindre doute, tout soupçon en ce qui concerne la participation des agents de l'État géorgien à ladite disparition forcée".

Pakistan: mettre fin à la pratique de la peine de mort

Le Parlement se dit profondément préoccupé par le taux alarmant d'exécutions au Pakistan suite à des procès entachés d'irrégularités, y compris de mineurs et de personnes présentant des troubles mentaux, certaines ayant lieu alors même que des recours sont engagés. Dans une résolution, il demande au Pakistan de rétablir son moratoire sur la peine de mort, avec l'objectif à long terme de l'abolition totale de la peine de mort.

Les députés pressent également le gouvernement pakistanais à prévenir l'utilisation abusive de la "loi sur le blasphème", contenant des définitions vagues laissant la porte ouverte aux abus visant à s'en prendre aux dissidents politiques. L'"autojustice" vis-à-vis des "blasphémateurs" présumés attise le climat d'intolérance religieuse, craignent les députés.

Ils déplorent le "recul constaté au Pakistan en matière de respect des droits de l'homme et de l'État de droit", en particulier en matière de liberté accordée aux forces de sécurité, d'utilisation des tribunaux militaires, de répression des ONG, d'intimidation des défenseurs des droits de l'homme et des minorités religieuses, ainsi que d'augmentation des exécutions extrajudiciaires.

Indonésie: LGBTI et autres minorités menacées

Les députés sont inquiets de l'intolérance croissante et du nombre sans précédent d'incidents violents et de harcèlements verbaux contre la communauté LGBTI en Indonésie. Ils condamnent l'arrestation de 141 hommes lors d'un raid de la police dans un club gay à Jakarta le 21 mai 2017, qui a eu lieu alors même que l'homosexualité n'est pas un crime en vertu de la loi indonésienne.

L'intolérance se développe également envers les minorités ethniques et religieuses, selon la résolution. Le texte appelle à une révision de la loi sur le blasphème, car elle met en danger les minorités religieuses, et exhorte les autorités indonésiennes à "protéger les minorités vulnérables et à ne pas les persécuter".

Le gouvernement indonésien devrait également abroger les dispositions légales limitant les libertés fondamentales et les droits de l'homme, assurer la liberté des médias, appliquer la législation contre la violence à l'égard des femmes et les mutilations génitales féminines et rétablir le moratoire sur l'utilisation de la peine de mort en vue de l'abolir entièrement, affirment les députés.

#humanrights

En savoir plus

[Les textes adoptés seront disponibles ici \(cliquer sur 15.06.2017\)](#)

[Vidéo: extraits des débats](#)

[Enregistrement vidéo des débats \(cliquer sur 15.06.2017\)](#)

[Procédure: Cas d'Afgan Mukhtarli et situation des médias en Azerbaïdjan](#)

[Procédure: Pakistan, et notamment la situation des défenseurs des droits de l'homme et la peine de mort](#)

[Procédure: Situation des droits de l'homme en Indonésie](#)

Contacts

Emilie TOURNIER

Attachée de presse

☎ (+32) 2 28 30578 (BXL)

☎ (+33) 3 881 72649 (STR)

☎ (+32) 473 55 74 66

🐦 [@EP_ForeignAff](#)

🐦 [@EP_HumanRights](#)

✉ emilie.tournier@europarl.europa.eu
